

Tal'at Ismā'il RAMAḌĀN, *al-Idārat al-miṣriyya fī fatrat al-sayṭara al-biriṭāniyya*. Le Caire, s.d. (1983?). 520 p.

Si on pouvait exprimer quelques réserves sur le livre précédent consacré à Šarīf, l'ouvrage suivant de Tal'at Ramaḍān ne souffre pas des défauts signalés. Par son érudition appuyée sur les archives anglaises et surtout égyptiennes, il est excellent par la densité et la qualité de ses informations.

L'auteur commence par l'analyse du rapport Dufferin qui donne le cadre de l'action britannique de 1882 à 1922. L'Égypte, habituée au despotisme, accueillera avec satisfaction le paternalisme autoritaire des Britanniques, premier stade vers un *self-government* à établir dans un lointain futur.

Cromer va, lui, construire rapidement les bases de la domination britannique au détriment du pouvoir du Khédivé. Tout en prétendant que l'administration égyptienne est corrompue, il s'appuie sur la vieille classe politique d'origine non-égyptienne. Pour limiter cette corruption, il ne peut alors que faire appel aux fonctionnaires britanniques.

De 1882 à 1892, Tawfīq s'incline devant les Anglais, mais le vieux personnel politique conduit par Riaz et par Nūbār résiste activement aux ingérences de l'occupant. De 1892 à 1907, 'Abbās Ḥilmī essaye de reprendre le contrôle de l'administration, mais c'est un échec rapide et la tutelle anglaise s'alourdit sous le long ministère de Muṣṭafā Fahmī (1895-1908), formule équilibrée entre les hommes du Khédivé et les partisans des Britanniques, Buṭrus Ġālī ayant la confiance des deux. Ce n'est qu'à la fin de son séjour en Égypte que Cromer se tourne vers un personnel politique plus proprement égyptien. De 1907 à 1911, sous Gorst, le Khédivé joue la collaboration avec les Anglais. Il y gagne un notable accroissement de son pouvoir personnel sur l'administration au détriment du gouvernement égyptien. De 1911 à 1914, Kitchener, tout en luttant contre le mouvement national, dépouille le Khédivé de son pouvoir.

Sous le sultanat, en raison de la déposition du dernier Khédivé, du protectorat et de la guerre, Ḥusayn Kāmil a une autorité réduite à peu de choses. Fu'ād, lui, reprend la lutte pour le pouvoir, mais laisse faire le mouvement révolutionnaire et le Wafd de 1919 à 1922.

Les ministères (*niṣārāt*) datent du règne de Sa'īd, mais c'est en août 1878 qu'est constitué pour la première fois un conseil des ministres. Dès le début de l'occupation, le conseiller financier britannique y assiste pour la plus grande partie des affaires. À partir de 1893, les autres conseillers ainsi que le *sirdār* sont présents lors de l'évocation concernant leur domaine. L'auteur donne ensuite une étude précise de l'évolution des compétences des différents ministères.

Les organismes consultatifs (*mağlis al-šūrā* et *ğamā'iyya 'umūmiyya*) ont été créés en 1883 selon les suggestions du rapport Dufferin. Leurs membres sont essentiellement des grands notables et de hauts fonctionnaires liés au pouvoir khédivial. De 1882 à 1892, ils ne posent pas de problème au gouvernement et défendent essentiellement les intérêts des grands propriétaires. De 1892 à 1907, ces organismes sont utilisés pour s'opposer à la politique britannique : ils s'attaquent particulièrement aux fonctionnaires européens. Au début du siècle, ils insistent sur les problèmes éducatifs, mais il s'agit d'abord de remplacer les fonctionnaires européens en formant leurs successeurs égyptiens. À partir de 1908, au moment du rapprochement entre Gorst et le Khédivé,

ces organismes revendiquent une extension considérable de leurs compétences, l'influence du mouvement national est nette dans cette demande de constitution d'une véritable assemblée représentative et législative. Le gouvernement doit faire des concessions, dont certaines ne sont pas simplement formelles. De 1892 à 1913, 441 projets de loi ont été présentés aux organismes consultatifs, 200 ont été acceptés sans modification, 241 ont reçu des demandes de modification, mais seulement 66 ont été modifiés. La grande affaire a été, bien entendu, la question de la prolongation de la concession de la Compagnie du canal de Suez en 1910. Le refus de la *ḡamā'iyya* entraîne l'échec du projet.

En 1913, les deux organismes fusionnent, formant la *ḡamā'iyya tašrī'iyya* (66 élus, 17 nommés + les ministres). La nouvelle assemblée dispose de pouvoirs réels en matière fiscale. La session de 1914 voit se constituer une majorité pro-gouvernementale et une opposition émanant des trois partis politiques (Waṭanī, al-Isḡāḥ, al-Umma) dirigée par Sa'd Zaghlūl, *wakil* élu de l'assemblée. Mais cette dernière est suspendue avec l'entrée en guerre, et il n'y a plus de vie parlementaire avant 1923.

L'auteur nous donne ensuite une description détaillée de l'administration locale. En théorie, les Anglais sont partisans d'une décentralisation préparant au *self-government*, mais en fait la centralisation est le seul moyen pour eux de tenir l'administration locale. En ce qui concerne les villages, ils essayent de s'attirer l'appui des *'umda* dont les nominations sont centralisées au Caire. La défense des paysans est souvent invoquée par eux comme justification de l'occupation. En général, les *'umda* soutiennent l'autorité britannique contre celle du Khédive, mais ils participent activement à la révolution de 1919.

Les assemblées locales comme les *maḡālis al-mudiriyya* n'ont que peu de pouvoirs effectifs en raison de la centralisation britannique. Elles sont contrôlées par les grands notables. Leurs compétences sont accrues en 1909 et leur corps électoral en 1913. Cet intérêt soudain des Britanniques vient d'une volonté de diversion de l'attention des Egyptiens des organismes consultatifs centraux. Cette politique échouera en raison de la guerre qui renforcera la mainmise britannique sur l'ensemble de l'administration. Ces assemblées locales ont néanmoins joué un rôle formateur pour les élites politiques de l'entre-deux-guerres.

La constitution des municipalités est entravée par les Capitulations. La seule solution est alors la municipalité mixte dont le modèle est Alexandrie. Le mouvement se généralise au début du XX^e siècle et on en compte treize en 1914.

L'action de Muḡammad 'Alī et de ses successeurs faisait de la fonction publique le débouché exclusif de l'éducation d'Etat. Mais cet Etat avait alors d'importantes activités économiques, d'où l'accent mis en particulier sur les formations techniques. Le système est totalement perverti par Cromer et son conseiller en matière d'éducation, Dunlop : les débouchés sont limités à la petite fonction publique, la priorité est donnée aux hommes de loi et aux médecins, les études techniques sont découragées afin de rendre nécessaire la présence dans les postes techniques des fonctionnaires étrangers. Si la période voit une augmentation considérable du nombre des diplômés du secondaire, dépassant de loin les besoins de l'Etat, on note déjà une inadaptation aux nécessités de l'économie.

La bureaucratie égyptienne connaît une sérieuse baisse de ses effectifs au début de l'occupation (1886 : 9925 fonctionnaires, 1896 : 8444), puis le mouvement ascensionnel reprend

(1906 : 12027, 1914 : 16648, 1923 : 33835). Cet accroissement se fait essentiellement à partir des classes moyennes, grâce à un système éducatif maintenant complètement constitué. De même, l'administration est régulièrement organisée : carrière, examen, avancement, discipline.

Prétextant leur mission civilisatrice et la nécessité d'assurer une bonne gestion attirant la sympathie des masses, les Britanniques augmentent le nombre des fonctionnaires européens, essentiellement dans la haute fonction publique. L'auteur nous donne ici une série de tableaux très précieux de la répartition des nationalités dans chaque ministère à différentes époques. Evidemment, c'est la présence britannique qui s'impose : environ 100 fonctionnaires en 1883, 1600 en 1920. On est donc très loin du *self-government*.

Originellement, les fonctionnaires britanniques viennent surtout de l'Empire des Indes. Au début du siècle se constitue une carrière « arabisante » à partir des universités anglaises comme Oxford ou Cambridge, mais le système reste souple, ce n'est pas un *civil service* comme aux Indes. Les Anglais vivent isolés à côté des Egyptiens, qu'ils considèrent comme des enfants qu'il faut diriger paternellement.

L'auteur termine son ouvrage par une étude de la place des fonctionnaires dans la société. En majorité, ils viennent de la classe moyenne, l'éducation est la garantie d'un emploi dans l'administration, l'orientation préférentielle va aux études juridiques.

La couche supérieure de la bureaucratie tend à la fusion entre Egyptiens de souche et Turco-Circassiens, dont le meilleur exemple est le mariage de Sa'd Zaglûl avec la fille de Muştafâ Fahmî. Le groupe dirigeant contrôle la grande propriété foncière essentiellement constituée avant 1882. A ce pouvoir économique s'ajoutent l'éducation moderne, le pouvoir administratif et l'action politique. Dans les campagnes, ce groupe est le maître absolu. Par peur des sanctions, les fonctionnaires ont peu participé au *ḥizb al-waṭani* mais ils jouent un grand rôle dans la révolution de 1919.

Si donc ce livre n'a pas l'ambition de révolutionner les études sur l'Egypte du XIX^e siècle, il apporte des éléments considérables à la compréhension de cette époque et restera certainement un ouvrage de référence.

Henry LAURENS

(Université de Paris-Sorbonne)

Islam et société en Asie du Sud. Etudes réunies par Marc GABORIEAU. Paris, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (diffusion CID), 1986. 16 × 24 cm., 203 p. (« Puruṣārtha » 9).

Cet important recueil groupe les contributions suivantes. Marc Gaborieau, « Introduction » — *Perspectives historiques* : Jean Aubin, « L'Inde dans le contexte du monde islamique » Genevière Bouchon, « Quelques aspects de l'islamisation des régions maritimes de l'Inde à l'époque médiévale (XII^e-XVI^e siècles) » ; Peter Hardy, « The Authority of Muslim Kings in Mediaeval India » ; Simon Digby, « The Ṣūfī Shaykh as a Source of Authority in Mediaeval India » ; Yohanan Friedmann, « Islamic Thought in Relation ot the Indian Context ». — *Regards*